

## MAJORATION POUR CONJOINT À CHARGE

## Est-elle passée à 1 500 DA ?

**Quel est actuellement le montant mensuel de la majoration pour conjoint à charge pour les retraités qui y ont droit et qui sont partis en retraite à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000 ? Pour la CNR et la Casnos, il est toujours de 1 250 DA. Pour le ministre en charge de la Sécurité sociale, il est de 1 500 DA.**

**Q**ui dit vrai ? Comment s'y retrouver ? Selon le journal gouvernemental *El Moudjahed* — édition du 7 novembre 2009 —, la majoration pour conjoint à charge passera de 1 250 à 1 500 DA par mois, aurait annoncé le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, le jeudi 5 novembre 2009. Il aurait même précisé avoir signé la décision le 18 octobre 2009, annonce faite lors d'une visite de travail à Boumerdès. Il aurait même ajouté que plus de 500 000 retraités bénéficieront de cette mesure avec un effet rétroactif à partir de janvier 2009 ! Cette information n'a pas été démentie depuis.

Sur les sites Internet de la CNR et de la Casnos, aucune mention de cette augmentation. Si le ministre a effectivement signé un arrêté dans ce sens, ce dernier n'a toujours pas été publié au *Journal officiel*, et tant qu'il n'a pas été publié, les organismes de retraite concernés ne peuvent rien appliquer. Alors que s'est-il réellement passé ? Le ministre s'est-il prononcé trop tôt ? A moins que le gouvernement veuille l'annoncer à l'issue de la tripartite du 2 décembre prochain ?

Pour rappel, la majoration pour conjoint à charge est un avantage complémentaire à une pension de vieillesse attribué en faveur du conjoint à charge sous conditions d'âge et de ressources. La loi n° 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite (JO n° 28 du 5 juillet 1983) avait consacré le droit à une majoration



Photo : DR

de pension, à travers son article 15 : «Le retraité qui a un ou plusieurs conjoints à charge a droit au bénéfice d'une majoration de pension dont le montant annuel est fixé à 600 fois le montant horaire du Salaire national minimum garanti. Il ne peut être accordé plus d'une majoration pour conjoint à charge à un même pensionné».

Le mode de calcul de cette majoration a été révisé par la loi n°99-03 du 22 mars 1999 modifiant et complétant la loi

n° 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite (*Journal officiel* n°20 du 24 mars 1999), qui stipule dans son article 15

qu'«outre le montant de la pension, le retraité a droit à une majoration pour conjoint à charge dont le montant est fixé par arrêté du ministre chargé de la Sécurité sociale sur proposition du conseil d'administration de l'organisme de retraite. Il ne peut être accordé plus d'une majoration pour conjoint à charge à un même pensionné». Lorsqu'en 2000 le gouvernement avait décidé la baisse du montant de la majoration pour conjoint à charge, nous avons écrit dans ces colonnes que c'était une mesure injuste et négative.

Heureusement que ce montant a été revu récemment à la hausse : l'arrêté ministériel n°076 du 2 septembre 2008 fixe le montant de la majoration pour conjoint à charge à 1 250 DA par mois pour les pensions prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000.

Cette mesure est entrée en application à compter du mois d'octobre 2008. Les rappels depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008 ont dû être payés en septembre 2008. Où est passée cette décision ministérielle d'augmentation de la majoration pour conjoint à charge ? Affaire à suivre.

Djilali Hadjadj

## AÏDKOUM MOUBAREK !

A l'occasion de l'Aïd El Adha el Moubarek, les membres du conseil régional de l'Association des retraités de Sonatrach — Ouest AR/SH — présentent leurs meilleurs vœux à l'ensemble des retraités.

Association des retraités Sonatrach, bureau régional Ouest, 28, rue Habib-Ghadir, Arzew 31200. Tél : 06 61 69 22 54 & 05 57 00 22 96 ; Fax: 041 39 37 15 . Contact : <@asr-sh-ouest.org>  
Site web [www.asr-sh-ouest.org](http://www.asr-sh-ouest.org)

## Courrier des lecteurs

### Application de l'article 176 de la loi n° 83.15 du 02 juillet 1983

L'article en question, cité en objet, prescrit les recouvrements des cotisations de Sécurité sociale au-delà de 4 ans passés. Sous ce prétexte, la Casnos refuse d'encaisser mes cotisations au-delà de 4 ans, ce qui me fait perdre le droit à la retraite des années antérieures (1990 à ce jour) alors que j'ai adhéré et réglé mes cotisations de l'année 1988. Je sollicite votre avis dans cette question de droit dans la mesure où je désire régler toute la période de mon adhésion de 1989 à ce jour. Car l'article en question prescrit au-delà de 4 ans en matière juridique et judiciaire le recouvrement s'il est réclamé par le créancier (Casnòs) mais n'interdit pas le recouvrement si tel est le désir du cotisant.

Sebbih Abdelouahab, Annaba

**RÉPONSE :** La loi n° 83-15 du 2 juillet 1983 relative au contentieux en matière de sécurité sociale (JO n° 28 du 5 juillet 1983) précise dans son article que : «Toute action ou poursuite intentée par l'organisme de Sécurité sociale créancier est obligatoirement précédée d'un avertissement mettant en demeure l'assujéti de régulariser sa situation dans les vingt (20) jours qui suivent cet avertissement.

L'avertissement ne peut concerner que le recouvrement des sommes dues au cours des quatre (4) années suivant la date d'échéance.»

La nouvelle loi n° 08-08 du 23 février 2008 relative au contentieux en matière de sécurité sociale (JO n° 11 du 2 mars 2008) précise quant à elle dans son article 78 que «les prestations dues se prescrivent par quatre (4) ans, si elles ne sont pas réclamées...» et dans son article que «les actions et poursuites intentées par les organismes de Sécurité sociale pour le recouvrement des sommes dues se prescrivent par quatre (4) ans.» Vous ne pouvez pas — au regard du

droit de la sécurité sociale — régler vos arriérés de cotisations par rétro-activité sur une aussi longue période.

### Cumul pension en France et allocation de retraite en Algérie

Je vous remercie d'avoir accordé tant d'importance à ce domaine vu son importance et sa participation au développement dans notre pays. En effet, j'ai travaillé 16 ans en France : je suis retraité maintenant et j'ai 67 ans. A mon retour de France, j'ai travaillé en Algérie pendant 10 ans comme chauffeur de taxi à mon compte. Affilié à la Cnas durant la période de ma profession, j'aimerais savoir s'il y aura une diminution de ma retraite de France si j'obtiens une retraite en Algérie (10 ans de service taxi). Merci de me renseigner et j'aimerais bien avoir ma réponse dans ma boîte e-mail si ça ne vous dérange pas.

A. Amar

**RÉPONSE :** Au risque de nous répéter, nous ne pouvons pas répondre directement par messagerie électronique aux lecteurs internautes.

L'intérêt notamment de la publication du courrier et de la réponse qui va avec, c'est que les lecteurs vivant des situations similaires puissent en profiter. Ne seriez-vous pas affilié à la Casnos plutôt ? Avec vos 10 ans de cotisation en Algérie, vous devriez théoriquement bénéficier d'une allocation de retraite à la Casnos à partir de 65 ans, mais le bénéfice de cette allocation se justifie pour les assurés sociaux qui n'ont pas suffisamment cotisé pour avoir droit à une pension de retraite à part entière, ce qui n'est pas votre cas.

### Allocation de retraite

J'ai cotisé pendant 12 ans à la Cnas d'Alger (Belcourt). J'ai 54 ans, mariée à Tizi-Ouzou, 4 enfants majeurs, et je

prétends à une allocation de retraite. A quelle caisse dois-je me présenter pour avoir mon allocation et quelle est la réglementation en vigueur dans le domaine des retraites ?

**RÉPONSE :** Vous relevez théoriquement de l'agence CNR de la wilaya d'Alger, mais vous pouvez entamer les démarches auprès de l'agence CNR de la wilaya de Tizi-Ouzou qui fera les démarches pour vous, pour le compte de l'agence CNR d'Alger. Lorsqu'un travailleur ne remplit pas la condition de travail requise, il peut bénéficier d'une allocation de retraite s'il justifie de 20 trimestres d'activité au moins.

A l'âge légal de 60 ans, tout salarié — à défaut d'avoir cumulé 15 années d'activité — peut bénéficier d'une allocation de retraite à raison de 2,5% par année d'activité salariée déclarée. Le montant de cette allocation est proportionnel au nombre d'années d'activité. Les allocations de retraite ne sont pas portées au minimum des pensions de retraite.

Dans le cadre de l'ordonnance n°06-04 du 15 juillet 2006 portant loi de finances complémentaire et en son article 29, il est servi une indemnité complémentaire mensuelle au profit des titulaires d'allocations de retraite (ICAR) dont le montant est inférieur à 7 000 DA. Le montant de l'ICAR varie de 10% à 50%, en fonction du niveau de l'allocation perçue et selon un barème fixé par voie réglementaire.

### Gestion du dossier de retraite

Y a-t-il une disposition concernant le dépôt du dossier retraite ?

Hamid Aouchiche

**RÉPONSE :** Pour pouvoir bénéficier de sa pension de retraite sans trop de retard, il est recommandé de déposer son dossier plusieurs mois à l'avance.